

AVIS DES SOCIÉTÉS

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS

Société Magasin Général

Siège Social : 28 Rue Kamel Ataturk – 1001 Tunis

La Société Magasin Général publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 12 juin 2018. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes : Mr Fehmi Laourine (AMC Ernst & Young) et Mr Slaheddine ZAHAF (Horwath ACF).

BILAN
(Exprimé en DT)

31-Décembre

Actifs	Notes	2017	2016
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		49 597 835	39 926 764
- amortissements immobilisations incorporelles		(14 505 788)	(10 885 512)
Immobilisations incorporelles nettes	4	35 092 047	29 041 252
Immobilisations corporelles		225 959 668	205 554 758
- amortissements immobilisations corporelles		(113 104 213)	(93 848 528)
Immobilisations corporelles nettes	4	112 855 456	111 706 230
Immobilisations financières		120 546 673	110 426 471
-Provision pour dépréciation des immobilisations financières		(532 621)	(532 621)
Immobilisations financières nettes	5	120 014 053	109 893 850
Total des actifs immobilisés		267 961 556	250 641 332
Autres actifs non courants	6	647 812	1 528 695
Total des actifs non courants		268 609 368	252 170 027
Actifs courants			
Stocks		74 433 795	69 287 256
-Provision pour dépréciation des stocks		(4 241 807)	(4 799 886)
Stocks nets	7	70 191 988	64 487 371
Clients et comptes rattachés		19 346 365	21 625 966
-Provision pour créances douteuses		(8 920 073)	(9 709 372)
Clients et comptes rattachés nets	8	10 426 292	11 916 595
Autres actifs courants		56 417 896	34 676 148
Provisions pour dépréciations des actifs courants		(4 402 967)	(4 103 903)
Autres actifs courants nets	9	52 014 929	30 572 245
Placements et autres actifs financiers	10	139 560 833	122 875 978
Liquidités et équivalents de liquidités	11	18 251 812	8 115 870
Total des actifs courants		290 445 854	237 968 058
Total des actifs		559 055 222	490 138 085

BILAN
(Exprimé en DT)

Capitaux Propres et Passifs	Notes	31-Décembre	
		2017	2016
Capital social		11 481 250	11 481 250
Réserves		47 348 858	42 729 117
Actions propres		(439 936)	(439 936)
Autres compléments d'apport		630 772	622 836
Résultats reportés		3 134 553	2 378 477
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		62 155 497	56 771 744
Amortissements dérogatoires		-	52 031
Résultat de l'exercice		22 126 692	12 144 826
Total des capitaux propres après résultat de l'exercice	12	84 282 189	68 968 601
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	13	123 710 693	110 700 390
Provisions pour risques et charges	14	6 889 637	5 464 331
Dépôts et cautionnements reçus		7 402	7 402
Total des passifs non courants		130 607 732	116 172 123
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	15	192 911 345	175 285 555
Autres passifs courants	16	30 192 368	25 642 002
Concours bancaires et autres passifs financiers	11	121 061 589	104 069 804
Total des passifs courants		344 165 301	304 997 361
Total des passifs		474 773 033	421 169 484
Total des capitaux propres et des passifs		559 055 222	490 138 085

Etat de résultat
(Exprimé en DT)

	Notes	Période 12 mois Allant du 01.01 au 31.12	
		2017	2016
Produits d'exploitation			
Revenus		859 188 604	841 272 768
Autres produits d'exploitation		34 904 060	32 630 818
Total des produits d'exploitation	17	894 092 664	873 903 586
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises vendues	18	706 994 064	697 287 044
Charges de personnel	19	68 840 525	62 410 671
Dotations aux amortissements et aux provisions	20	26 909 957	25 167 620
Autres charges d'exploitation	21	66 386 428	66 413 310
Total des charges d'exploitation		869 130 974	851 278 645
Résultat d'exploitation		24 961 689	22 624 941
Charges financières nettes	22	(15 168 547)	(11 719 096)
Produits des placements	23	16 136 591	8 105 911
Autres gains ordinaires	24	777 804	1 477 122
Autres pertes ordinaires	25	(718 951)	(2 772 675)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		25 988 587	17 716 203
Impôt sur les bénéfices	26	3 861 895	4 051 910
Résultat des activités ordinaires après impôt		22 126 692	13 664 293
Eléments extraordinaires		-	1 519 466
Résultat net de l'exercice		22 126 692	12 144 826
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-
Résultat de l'exercice après modification comptable		22 126 692	12 144 826

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(Exprimé en DT)

	Note	Période 12 mois Allant du 01.01 au 31.12	
		2017	2016
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net		22 126 692	12 144 826
Ajustements pour :			
* Amortissements et provisions		25 749 553	25 167 620
* Reprises sur amortissements des immobilisations		(1 354 087)	(531 272)
* Plus ou moins-values de cession des immobilisations	24	(24 987)	(68 069)
* Variation des :			
- stocks	7	(5 146 539)	5 927 894
- créances	8	2 279 601	1 024 745
- autres actifs	9	(21 741 749)	6 152 329
- fournisseurs et autres passifs courants		22 176 156	(9 984 541)
Charges d'intérêt	22	17 968 350	13 628 089
Produits des placements	23	(16 136 591)	(8 105 911)
Pertes et mise en rebut d'immobilisations corporelles et incorporelles	25	196 211	557 718
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		46 092 611	45 913 429
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(31 514 982)	(26 485 740)
Charges à répartir		(313 663)	(255 712)
Autres cautionnements versés		(1 424 711)	(1 749 313)
Prêts aux personnels		304 821	1 651 231
Décassements pour titres de participations		(9 000 313)	(4 500 000)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles		1 267 776	1 276 588
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		(40 681 070)	(30 062 946)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Actions propres		-	(5 258)
Opérations sur fonds social		127 676	148 659
Décassements sur remboursements d'emprunts		(28 989 696)	(30 198 420)
Décassements des intérêts sur emprunts		(17 968 350)	(13 628 089)
Variation des cautionnements reçus		-	(15 000)
Variation des placements et autres actifs financiers courants		(16 684 855)	(29 693 260)
Produits des placements		16 136 591	8 105 911
Billets de trésoreries		-	-
Distribution de dividendes		(6 888 750)	(5 166 560)
Concours Bancaires courant		13 480 588	2 483 049
Encaissements provenant des emprunts		42 000 000	47 600 000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		1 213 205	(20 368 968)
Variation de trésorerie		6 624 746	(4 518 490)
Trésorerie au début de l'exercice		(48 815 131)	(44 296 641)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	11	(42 190 385)	(48 815 131)

Note 1 : Présentation de la société

La Société Magasin Général (SMG) est une société anonyme de droit tunisien constituée le 04 octobre 1988 suite à la scission de la société STIL en trois sociétés (SODAT, STIL, SMG).

La Société Magasin Général a été privatisée en 2007, suite à la CAREPP en date du 12/07/2007, autorisant les entreprises publiques (OCT, la BNA et la STEG) à céder en bloc leurs participations dans le capital de la Société Magasin Général à la Société Med Invest Company.

La société a pour objet le commerce de détail à rayons multiples de toutes marchandises.

Vers la fin de 2017, le réseau de la société s'étend sur 91 points de vente.

Le capital social de la SMG au 31/12/2017 s'élève à 11 481 250 DT.

Le 26 Février 2013 l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de ramener la valeur nominale de l'action à 1 DT chacune, ayant pour date d'effet le 25 Mars 2013, pour aboutir à 11 481 250 actions en circulation.

Note 2 : Déclaration de conformité

Les états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sont établis conformément aux normes comptables Tunisiennes telles que définies par la loi n° 96-112 du 30 décembre 1996 relative au Système Comptable des Entreprises et le décret n° 96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité. Les règles, les méthodes et les principes adoptés pour l'enregistrement des opérations au courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

Note 3 : Principes comptables appliqués

Les états financiers ont été établis par référence aux hypothèses sous-jacentes et aux conventions comptables de base suivantes :

- Hypothèse de continuité de l'exploitation ;
- Hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- Convention de l'entité ;
- Convention de l'unité monétaire ;
- Convention de la périodicité ;
- Convention du cout historique ;
- Convention de la réalisation du revenu ;
- Convention de rattachement des charges aux produits ;
- Convention de l'objectivité ;
- Convention de permanence des méthodes ;
- Convention de l'information complète ;
- Convention de prudence ;
- Convention de l'importance relative ;

- Convention de prééminence du fond sur la forme.

Les états financiers de l'exercice 2017 couvrent la période allant du 1^{er} Janvier 2017 jusqu'au 31 décembre de la même année.

Les autres méthodes d'évaluation et de présentation les plus significatives se résument comme suit :

3.1 Unité monétaire

Les états financiers sont établis en dinar tunisien. Les soldes des opérations libellées en monnaies étrangères sont convertis au cours de la clôture. Les gains et les pertes de change sont imputés aux résultats conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de l'exercice en appliquant le cours de change à la date de la transaction.

3.2 Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée. Elles comprennent le prix d'achat et les charges y afférentes (les droits et taxes supportés et non récupérables, les frais de transit, de livraison, de manutention initiale d'installation ainsi que les frais directs tels que les commissions et courtages).

La valeur récupérable de l'immobilisation est appréciée à la fin de chaque exercice. Lorsqu'elle est inférieure à la valeur nette comptable, elle donne lieu à :

- une réduction de valeur si la dépréciation est jugée irréversible
- une provision dans les autres cas.

Les immobilisations sont amorties à compter de leur date de mise en service en appliquant les taux suivants :

- Matériels de transport	20%
- Equipements de bureau	20%
- Outillages	10%
- Matériels informatique	15%
- Logiciels	33%
- Fonds de commerce	5%
- Bâtiments	5%

3.3 Taxe sur la valeur ajoutée

Les charges et les investissements sont comptabilisés en hors TVA récupérable calculée conformément à l'article 9 du Code de la TVA. Les TVA collectées et récupérables sont enregistrées dans les comptes appropriés de l'Etat et des collectivités publiques. Enfin de période, le solde de ces comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

3.4 Stocks :

A) Méthode de valorisation du stock :

La société a procédé au 31/12/2017 à la valorisation de son stock en appliquant la méthode du dernier prix d'achat.

B) Estimation des provisions sur stocks :

La provision sur stock au 31/12/2017 est estimée en fonction de l'antériorité des articles et de l'observation physique de l'état des stocks. La valeur de la provision est estimée à 4 241 807 DT au 31/12/2017 contre une provision de 4 799 886 DT au 31/12/2016.

3.5 Créances Douteuses

Les créances douteuses sont enregistrées sous l'intitulé "Clients Douteux ou Litigieux" et présentent les créances dont le recouvrement s'avère incertain.

Une provision pour dépréciation de ces créances douteuses est constatée en fin d'exercice. Les créances douteuses sont provisionnées en appliquant une politique qui consiste à provisionner la créance en totalité en cas de retour impayé de deux échéances consécutives.

3.6 Provision pour Congés payés

Le solde des droits aux congés payés est estimé à la clôture de l'exercice par référence aux salaires bruts. Il est comptabilisé dans la rubrique "Personnel et comptes rattachés" sous l'intitulé "*dettes provisionnées pour congés à payer*".

3.7 Revenus

Les revenus provenant de la vente de marchandises sont comptabilisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est satisfait:

- La société a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété;
- le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable;
- il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société ; et
- les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable.

3.8 Provisions pour risques et charges

La société a un processus de recensement de l'ensemble des risques auxquels elle est exposée. Ce processus permet de cartographier et d'évaluer d'une manière fiable la valeur de provisions pour risques et charges à constater à la clôture de l'exercice.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 6 889 637 DT au 31 décembre 2017.

3.9 Provision des immobilisations financières

La société a un processus d'identification et d'appréciation des indices de dépréciation des immobilisations financières. Ce processus permet d'évaluer d'une manière fiable la valeur recouvrable des immobilisations financières ainsi que les provisions à constater sur les immobilisations financière à la clôture de l'exercice.

Les provisions pour dépréciation des immobilisations financières s'élèvent au 31 décembre 2017 à 532 621 DT.

3.10 L'état de résultat

L'état de résultat est présenté selon le modèle autorisé.

Notes sur les comptes du bilan

Note N° 4 : Immobilisations incorporelles et Corporelles

Le tableau de variation des immobilisations corporelles et incorporelles pour la période allant du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2017 se détaille comme suit :

Rubrique	Valeurs brutes						Amortissements						Valeur comptable nette		
	Solde au 31/12/2016	Acquisition	Transfert	Rebut	Cession	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotation	provision complémentaire	reprise provision	Rebut	Cession	Solde au 31/12/2017	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Logiciels de gestion	13 726 831	4 615 891	-	-	-	18 342 722	8 670 142	2 249 041	-	-	-	-	10 919 182	7 423 540	5 056 689
Fonds de commerce	26 199 933	5 055 179	-	-	-	31 255 112	2 215 371	1 354 836	420 120	(403 722)	-	-	3 586 605	27 668 507	23 984 562
Total des immobilisations incorporelles	39 926 764	9 671 070	-	-	-	49 597 835	10 885 512	3 603 877	420 120	(403 722)	-	-	14 505 788	35 092 047	29 041 252
Terrains Nus	4 886 200	-	-	-	-	4 886 200	139 526	-	-	-	-	-	139 526	4 746 674	4 746 674
Bâtiments	35 310 484	43 391	-	-	-	35 353 875	14 637 345	1 292 838	14 102	-	-	-	15 944 285	19 409 590	20 673 139
Instal.gles.agenc.aménag.d.const	28 079 415	729 042	-	-	-	28 808 457	12 540 351	2 611 043	-	-	-	-	15 151 394	13 657 063	15 539 064
Matériels industriel	44 619 023	5 810 993	-	(7 881)	(482 698)	49 939 437	20 420 285	5 922 943	-	-	(7 543)	(439 921)	25 895 764	24 043 674	24 198 738
Mat.Outillage	1 571 248	560 750	-	-	(51 648)	2 080 351	1 397 905	530 258	-	-	-	(51 648)	1 876 515	203 835	173 344
Matériels de transport de Biens	127 860	-	-	-	-	127 860	108 237	6 718	-	-	-	-	114 955	12 904	19 622
Matériels de transport de Pers.	2 874 402	1 016 186	-	-	(195 905)	3 694 683	2 106 292	382 217	-	-	-	(195 905)	2 292 604	1 402 080	768 111
Instal.gles.agenc.aménag.div.ident	33 129 054	4 593 847	-	(30 593)	(407 159)	37 285 149	19 903 767	4 319 746	-	-	(29 280)	(385 460)	23 808 774	13 476 376	13 225 287
Instal.gles.agenc.aménag.non ident	45 920 976	7 658 355	21 469	-	-	53 600 800	15 568 601	4 705 555	163 946	(459 908)	-	-	19 978 194	33 622 605	30 352 375
Equipement de Bureau (mobilier)	1 669 057	317 476	-	-	(81 884)	1 904 649	1 352 547	225 904	-	-	-	(81 262)	1 497 188	407 461	316 511
Equipement.Bur. (materiel)	74 602	4 987	-	-	(5 008)	74 581	68 876	4 809	-	-	-	(4 991)	68 694	5 887	5 726
Equipement informatique	7 221 625	1 108 885	-	(157 738)	(18 488)	8 154 283	5 604 796	889 600	-	-	(157 718)	(359)	6 336 320	1 817 964	1 616 829
Bâtiments en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériels en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Installations générales en cours	70 812	-	(21 469)	-	-	49 343	-	-	-	-	-	-	-	49 343	70 812
Total des immobilisations corporelles	205 554 758	21 843 911	-	(196 211)	(1 242 789)	225 959 668	93 848 528	20 891 631	178 048	(459 908)	(194 541)	(1 159 546)	113 104 213	112 855 456	111 706 230
Total des immobilisations	245 481 522	31 514 982	-	(196 211)	(1 242 789)	275 557 503	104 734 040	24 495 508	598 169	(863 630)	(194 541)	(1 159 546)	127 610 001	147 947 503	140 747 481

Note 5 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières nettes s'élèvent à 120 014 053 DT au 31/12/2017 contre un solde de 109 893 850 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Titres de participation (a)	113 603 111	104 602 798	9 000 313
Prêts aux personnels	2 514 593	2 819 414	(304 821)
Dépôts et cautionnements	4 428 969	3 004 258	1 424 711
Total immobilisations financières brutes	120 546 673	110 426 471	10 120 202
Provision dépréciation titres de participation	(250 000)	(250 000)	-
Provision dépréciation Prêt personnel et des cautions	(282 621)	(282 621)	-
Total immobilisations financières nettes	120 014 053	109 893 850	10 120 202

(a) : Le détail des titres de participation à la clôture de l'exercice 2017, se présente comme suit :

Participations	Solde au 31/12/2017	Provision	VCN 31/12/2017
Sté L'IMG	25 515 000	-	25 515 000
Sté CMG	4 800 163	-	4 800 163
BHM	82 981 146	-	82 981 146
Sté Inf Services	20 000	-	20 000
GSI TUNISIA	2 000	-	2 000
Sté Socelta	50 000	50 000	-
T D A	200 000	200 000	-
SODAD	1	-	1
Sahra Palace	1	-	1
FORMA PRO	34 800	-	34 800
Total	113 603 111	250 000	113 353 111

Note 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants nets s'élèvent à 647 812 DT au 31/12/2017 et se détaillent comme suit :

Libellé	Valeur brute 31/12/2017	Résorption antérieures	Résorption 2017	VCN 31/12/2017	VCN 31/12/2016
Charges à répartir	4 052 646	2 210 288	1 194 545	647 812	1 528 695
Total	4 052 646	2 210 288	1 194 545	647 812	1 528 695

Note 7 : Stock de marchandises

La valeur nette du stock de marchandises s'élève à 70 191 988 DT au 31/12/2017 contre un solde de 64 487 371 DT au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Stocks de marchandises chez SMG	74 299 476	69 274 851	5 024 625
Stocks de marchandises chez des tiers	134 319	12 405	121 914
Total Stocks de marchandises brutes	74 433 795	69 287 256	5 146 539
Provision des stocks	(4 241 807)	(4 799 886)	558 079
Total Stocks de marchandises nettes	70 191 988	64 487 371	5 704 618

Note 8 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés présentent un solde net de 10 426 292 DT au 31/12/2017 contre un solde de 11 916 595 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Clients effets à recevoir	1 364 706	2 362 761	(998 055)
Clients sociétés et associations	9 058 462	9 164 471	(106 009)
Clients douteux ou litigieux	8 920 074	9 709 373	(789 299)
Clients factures à établir	3 124	389 362	(386 238)
Total clients bruts	19 346 365	21 625 966	(2 279 601)
Provision des clients	(8 920 073)	(9 709 372)	789 298
Total clients nets	10 426 292	11 916 595	(1 490 303)

Note 9 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants présentent un solde net de 52 014 929 DT au 31/12/2017 contre un solde de 30 572 246 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Fournisseurs débiteurs	3 018 175	2 707 310	310 865
Prêts et avances aux personnels	383 393	389 891	(6 498)
TVA, autres impôts et taxes	-	28 228	(28 228)
Report d'impôt sur les sociétés	5 490 688	3 588 139	1 902 549
Sociétés du groupe	23 643 634	12 760 567	10 883 067
Débiteurs divers	8 982 478	11 898 990	(2 916 512)
Produits à recevoir	11 954 637	175 450	11 779 187
Comptes d'attentes à régulariser	21 554	21 007	547
Charges constatées d'avance	2 923 338	3 106 566	(183 229)
Total autres actifs courants bruts	56 417 896	34 676 148	21 741 748
Provision des autres actifs courants	(4 402 967)	(4 103 903)	(299 064)
Total autres actifs courants nets	52 014 929	30 572 246	21 442 684

Note 10 : Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 139 560 833 DT au 31/12/2017 contre un solde de 122 875 978 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Prêts courants liés au cycle d'exploitation	1 200 354	1 312 297	(111 943)
Echéances à moins d'un an sur prêts non courants	26 522	26 522	-
Billets de Trésorerie	138 000 000	121 450 000	16 550 000
Actions cotées	8 345	742	7 604
Intérêts courus	325 611	86 417	239 194
Total des placements et autres actifs financiers	139 560 833	122 875 978	16 684 855

Note 11 : Trésorerie

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 18 251 812 DT au 31/12/2017 contre un solde de 8 115 870 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Valeurs à l'encaissement	5 217 255	1 118 896	4 098 359
Banques créditrices	12 506 546	6 490 160	6 016 386
CCP	4 452	3 779	673
Caisses	523 559	503 035	20 524
Total liquidités et équivalents de liquidités	18 251 812	8 115 870	10 135 942

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent à 121 061 589 DT au 31/12/2017 contre un solde 104 069 804 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Banques débitrices	60 442 197	56 931 001	3 511 197
Emprunts bancaires échéances à moins d'un an	28 989 696	30 198 420	(1 208 724)
Intérêt courus	1 629 695	1 940 384	(310 689)
Emprunts courants liés au cycle d'exploitation	30 000 000	15 000 000	15 000 000
Total concours bancaires et autres passifs financiers	121 061 589	104 069 804	16 991 784

La trésorerie au 31 décembre 2017 s'élève à (42 190 385) DT contre (48 815 131) DT au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Valeurs à l'encaissement	5 217 255	1 118 896	4 098 359
Banques créditrices	12 506 546	6 490 160	6 016 386
CCP	4 452	3 779	673
Caisses	523 559	503 035	20 524
Banques débitrices	(60 442 197)	(56 931 001)	(3 511 197)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(42 190 385)	(48 815 131)	6 624 746

Note 12 : Capitaux propres

Les capitaux propres ont passé de 68 968 601 DT au 31/12/2016 à 84 282 189 DT au 31/12/2017. Cette variation est détaillée au niveau du tableau suivant :

Libellé	Capital social	Réserves légales	Prime d'émission	Réserves pour réinvestissement exonéré	Réserves pour fonds social	Intérêts courus sur fonds social	Actions propres	Autres compléments d'apports	Résultats reportés	Amortissements dérogatoires	Résultat de l'exercice	Total
Capitaux propres au 31/12/2015	11 481 250	1 030 921	35 718 750	2 903 999	1 622 543	1 193 481	(434 678)	616 397	278 137	52 031	7 384 106	61 846 938
- Dons sur fond social												-
- Intérêts sur fond social						142 220						142 220
- Actions propres							(5 258)					(5 258)
-Autres compléments d'apports								6 439				6 439
- Résultat de la période		117 204							7 266 902		(7 384 106)	-
-Distribution de dividendes									(5 166 560)			(5 166 560)
Résultat de l'exercice 2016											12 144 826	12 144 826
Capitaux propres au 31/12/2016	11 481 250	1 148 125	35 718 750	2 903 999	1 622 543	1 335 701	(439 936)	622 836	2 378 477	52 031	12 144 826	68 968 601
- Dons sur fond social										(52 031)		(52 031)
- Intérêts sur fond social						(2 554)	122 294					119 740
- Actions propres								7 936				7 935
- Résultat de la période				4 500 000					7 644 826		(12 144 826)	-
-Distribution de dividendes									(6 888 750)			(6 888 750)
Résultat de l'exercice 2017											22 126 692	22 126 692
Capitaux propres au 31/12/2017	11 481 250	1 148 125	35 718 750	7 403 999	1 619 989	1 457 995	(439 936)	630 772	3 134 553	-	22 126 692	84 282 189

A- Fonds social :

Les opérations remboursables financées par la réserve pour fonds social sont inscrites à l'actif de l'entreprise et le montant utilisé de cette réserve est porté au niveau des notes aux états financiers. Les rémunérations rattachées à ces opérations viennent en augmentation de la réserve pour fonds social.

Les opérations non remboursables financées par la réserve pour fonds social viennent en déduction de cette réserve.

Libellé	2017	2016
1. Solde au 1er janvier		
-Trésorerie		-
-Prêts au personnel	2 958 244	2 816 024
Total	2 958 244	2 816 024
2. Ressources de l'exercice		
-Intérêts de prêts au personnel	122 294	142 220
3. Emplois de l'exercice		
-Aides au personnel non remboursables	(2 554)	-
4. Solde au 31 Décembre		
-Trésorerie		-
-Prêts au personnel	3 077 984	2 958 244
Total	3 077 984	2 958 244
Réserves pour fonds social	1 619 989	1 622 543
Intérêts sur fonds social	1 457 995	1 335 701
Total	3 077 984	2 958 244

B- Actions propres

Le nombre des actions propres détenues par la SMG au 31/12/2017 est de 13 227 actions valorisées à 439 936 DT.

C- Résultat par action

Le résultat de base par action, tel que prévu par la norme comptable générale, et calculé conformément à la norme comptable internationale « IAS 33 Résultat par action », représente le rapport entre le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère de l'exercice 2017 et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires donnant droit aux dividendes en circulation au cours de la même période, s'élève à 1.929 DT calculé comme suit :

$$\begin{array}{r} \text{Résultat par} \\ \text{action} \end{array} \quad \frac{22\,126\,692}{11\,468\,023} = 1,929$$

Note 13 : Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts s'élèvent à 123 710 693 DT au 31/12/2017 contre un solde de 110 700 390 DT au 31/12/2016 et se présentent comme suit :

Emprunt	Solde 2016	Emprunts 2017	Échéance à moins d'un an au 31/12/2017	Emprunt non courant au 31/12/2017
Emprunts bancaires	110 700 390	42 000 000	28 989 696	123 710 693
Total des emprunts	110 700 390	42 000 000	28 989 696	123 710 693

Note 14 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à 6 889 637 DT au 31/12/2017 contre un solde de 5 464 331 DT au 31/12/2016. Les mouvements des provisions pour risques et charges se présentent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2016	Mouvements 2017	Solde au 31/12/2017
Provisions pour risques et charges	5 464 331	1 425 305	6 889 637
Total des provisions pour risques et charges	5 464 331	1 425 305	6 889 637

Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 192 911 345 DT au 31/12/2017 contre un solde de 175 285 555 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Fournisseurs d'exploitation et d'immobilisations	67 973 752	66 350 455	1 623 296
Fournisseurs effets à payer	111 825 779	96 652 859	15 172 920
Factures non parvenues	13 111 814	12 282 241	829 574
Total des fournisseurs	192 911 345	175 285 555	17 625 790

Note 16 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants s'élèvent à 30 192 368 DT au 31/12/2017 contre un solde de 25 642 002 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Variation
Clients avances sur achats	90	81	8 907
	133	226	
Rémunérations dues	388	121	267 618
	904	285	
Personnels cession sur salaire	13	5	7 433
	254	820	
Dettes provisionnées liés au personnel	8 055	8 335	(280
	338	361	023)
TVA et Autres impôts et taxes	5 237	833	4 404 200
	554	354	
CNSS	4 080	3 738	341 836
	345	509	
Autres créditeurs divers	2 311	1 854	456 782
	403	620	
Charges à payer	6 686	7 760	(1 074
	564	959	395)
Produits constatés d'avance	3 328	2 910	418 008
	874	867	
Total des autres passifs courants	30 192 368	25 642 002	4 550 367

Notes sur les comptes de l'état de résultat

Note 17 : Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice 2017 s'élèvent à 894 092 664 DT contre 873 903 586 DT en 2016, soit une augmentation de 20 189 078 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
Ventes de marchandises	859 188 604	841 272 768	17 915 836
Autres produits d'exploitation	34 904 060	32 630 818	2 273 242
Total des produits d'exploitation	894 092 664	873 903 586	20 189 078

Note 18 : Achats de marchandises vendues

Les achats de marchandises vendues de l'exercice 2017 s'élèvent à 706 994 064 DT contre 697 287 044 DT en 2016, soit une augmentation de 9 707 020 DT.

Note 19 : Charges du personnel

Les charges du personnel de l'exercice 2017 s'élèvent à 68 840 525 DT contre 62 410 671 DT en 2016, soit une augmentation de 6 429 854 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
Salaires et compléments de salaire	66 586 779	59 959 826	6 626 954
Autres charges sociales	2 253 745	2 450 846	(197 101)
Total des charges du personnel	68 840 525	62 410 671	6 429 854

Note 20 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions de l'exercice 2017 s'élèvent à 26 909 957 DT contre 25 167 620 DT en 2016, soit une augmentation de 1 742 338 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
Dotations aux amortissements	24 178 016	22 006 793	2 171 223
Dotations/Reprise aux provisions pour risques et charges	1 425 305	922 957	502 348
Dotations aux provisions des comptes débiteurs	299 064	449 120	(150 056)
Dotations aux provisions des stocks	(558 079)	138 139	(696 217)
Résorption des charges à répartir	1 194 545	1 185 762	8 784
Provision pour dépréciation des comptes clients	371 105	464 849	(93 744)
Total des dotations aux amortissements et aux provisions	26 909 957	25 167 620	1 742 338

Note 21 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation de l'exercice 2017 s'élèvent à 66 386 428 DT contre 66 413 310 DT en 2016, soit une diminution de 26 882 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
Achats non stockés de matières & fournitures	12 542 532	12 866 504	(323 972)
Loyers du siège et autres locaux	11 000 598	11 770 004	(769 407)
Transport sur achats	7 502 730	8 389 136	(886 406)
Publicités, publications et relations publiques	9 503 388	8 479 403	1 023 985
Personnels extérieurs à l'entreprise	6 777 970	6 140 367	637 603
Entretien et réparations	4 767 297	4 574 842	192 455
Autres impôts, taxes et versements assimilés	4 023 071	3 259 379	763 692
Rémunérations d'intermédiaires	3 650 809	4 095 134	(444 326)
Transport du personnel	1 320 988	1 416 091	(95 103)
Déplacements, missions et réceptions	1 507 512	1 513 013	(5 501)
Frais postaux et télécommunications	831 108	1 348 412	(517 303)
Primes d'assurance	1 548 933	1 359 735	189 198
Services Bancaires et assimilés	813 051	844 799	(31 748)
Charges diverses ordinaires	596 441	356 490	239 951
Total des autres charges d'exploitation	66 386 428	66 413 310	(26 882)

Note 22 : Charges financières nettes

Les charges financières nettes de l'exercice 2017 s'élèvent à 15 168 547 DT contre 11 719 096 DT en 2016, soit une augmentation de 3 449 451 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
Charges d'intérêts	17 279 773	13 479 920	3 799 853
Pertes de change	688 577	148 169	540 408
Total des charges financières	17 968 350	13 628 089	4 340 260
Revenus des autres créances	1 101 364	998 202	103 162
Gains de change	-	10 688	(10 688)
Intérêts des comptes créditeurs	1 698 439	900 103	798 335
Total des produits financiers	2 799 803	1 908 993	890 810
Total des charges financières nettes	15 168 547	11 719 096	3 449 451

Note 23 : Produits des placements

Les produits de placements de l'exercice 2017 s'élèvent à 16 136 591 DT contre 8 105 911 DT en 2016, soit une augmentation de 8 030 680 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
Produits des placements	9 140	6 906	2 234 155
	763	608	
	6 995	1 199	5 796 524
Dividendes	828	303	
Total des produits des placements	16 136 591	8 105 911	8 030 680

Note 24 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires de l'exercice 2017 s'élèvent à 777 804 DT contre 1 477 122 DT en 2016, soit une baisse de 699 317 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
Plus-values sur cession d'immobilisations	24	68 069	(43 082)
	987		
Autres gains non récurrents	430	1 215 832	(784 950)
	882		
Gains nets sur tickets repas	321	193 220	128 715
	936		
Total des autres gains ordinaires	777 804	1 477 122	(699 317)

Note N° 25 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires de l'exercice 2017 s'élèvent à 718 951 DT contre 2 772 675 DT en 2016, soit une diminution de 2 053 724 DT qui se détaille comme suit :

Libellé	2017	2016	Variation
CNSS personnel partant	385	411 751	(26 413)
	338		
Moins values sur cession d'immobilisations	22	198 817	(175 824)
	993		
Pertes non récurrentes	310	2 162 107	(1 851 487)
	620		
Total des autres pertes ordinaires	718 951	2 772 675	(2 053 724)

Note N° 26 : Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2017 est de 3 861 895 DT.

Note N° 27 : Les parties liées

1. Opérations réalisées avec la CMG (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 169 876 DT au titre des frais annuels d'Assistance Technique effectués au profit de la Société Centrale Magasin Général.
- La Société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2017 à la Société Magasin Général des frais de logistiques d'un montant hors taxes de 6 995 625 DT.
- Les ventes en HT de la Société Centrale Magasin Général à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2017 s'élèvent à 6 391 977 DT.
- La société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit de 6 995 800 DT relatif aux dividendes décidés par l'assemblée générale du 22 Juin 2017 de SCMG.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 1 215 DT relatif à la quote-part de la Société Central Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 des produits financiers pour un montant de 280 000 DT relatifs aux intérêts sur compte courant avec la société Central Magasin Général.

2. Opérations réalisées avec l'Immobilière Magasin Général (Filiale de SMG)

- Au cours de l'exercice 2017, la Société Immobilière Magasin Général a réalisé au profit de la Société Magasin Général des prestations de pilotage, études et suivi des travaux de rénovation des magasins pour un montant hors taxes de 1 315 536 DT.
- La Société Immobilière Magasin Général a facturé la contrepartie pécuniaire de la propriété commerciale à se procurer relative à des surfaces commerciales pour une valeur hors taxes de 3 433 250 DT constatée à juste titre en tant qu'immobilisations incorporelles.
- La société Immobilière Magasin Général a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 969 415 DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 58 344 DT relatif à la quote-part de la Société Immobilière Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La société Immobilière Magasin Général a facturé à la Société Magasin Général des cautions de loyer des locaux commerciaux pour une valeur de 1 488 931 DT.

- La Société Magasin Général a procédé à la libération d'un montant de 9 000 000 DT au profit de la société Immobilière Magasin Général au titre de l'augmentation du capital en numéraire réalisée par cette dernière.

3. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- La quote-part de la société BHM dans les charges communes de l'exercice 2017 s'élève à 360 822 DT hors taxes.
- Au cours de l'exercice 2017, la Société BHM a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 2 485 925 DT avec la Société Magasin Général au titre des ventes de marchandises.
- La société BHM a cédé un lot de matériel d'exploitation à la société magasin général ayant une valeur hors taxes de 4 669 565 DT (opération autorisée par le conseil d'administration du 10 Aout 2017).

4. Opérations réalisées avec BHM Distribution (Filiale de BHM)

- Le conseil d'administration du 27 Février 2014 a approuvé la séparation physique de l'activité gros et de l'activité détail au sein des points de vente Promogro et la conclusion d'un contrat de location gérance libre du fonds de commerce entre BHM Distribution et la Société Magasin Général. Ce contrat a pris effet au cours du mois d'avril 2014.
- Le conseil d'administration du 10 Août 2017 a autorisé la révision du dit contrat et ce suite à la cession du matériel des sociétés BHM et BHM Distribution au profit de la Société Magasin Général.
- La valeur annuelle actualisée facturée à titre de la location gérance de l'exercice 2017 s'élève à 3 774 819 DT hors taxes.
- La société BHM Distribution a cédé un lot de matériel d'exploitation à la Société Magasin Général ayant une valeur hors taxes de 135 123 DT.

5. Opérations réalisées avec l'Immobilière HAFEDH (Filiale de IMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours l'exercice 2017 un produit hors taxes de 6 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière HAFEDH dans les charges communes locatives.
- Les intérêts sur compte courant facturés par La Société Magasin Général à La Société Immobilière HAFEDH au cours de l'exercice 2017 se sont élevés à 1 405 546 DT et ce au titre de la rémunération du compte courant s'élevant au 31 décembre 2017 à 23 016 139 DT.
- La société Immobilière HAFEDH a loué à la Société Magasin Général un local commercial pour un loyer annuel hors taxes de 263 147 DT.
- Au cours de l'exercice 2017, la Société Immobilière Hafedh a réalisé au profit de la Société Magasin Général des prestations de pilotage, études et suivi de travaux de rénovation des magasins pour un montant hors taxes de 136 386 DT.

6. Opérations réalisées avec l'Immobilière ZAINEB (Filiale de IMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 16 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière ZAINEB dans les charges communes locatives.

7. Opérations réalisées avec BHM Immobilière (Filiale de BHM)

- La société Immobilière BHM a loué à la Société Magasin Général un local commercial pour un loyer annuel hors taxes de 222 000 DT.

8. Opérations de financement par des billets de trésorerie

Au cours de l'exercice 2017, la Société Magasin Général a réalisé des opérations de financement en billets de trésorerie au profit des parties liées.

Le solde des billets de trésorerie émis par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2017 ainsi que les produits financiers réalisés au cours de l'exercice 2017 se présente comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2017	Produits financiers constatés en 2017
Immobilière Magasin Général	52 850 000	3 327 931
Immobilière Hafedh	46 600 000	2 925 838
BHM	4 000 000	298 764
Société Centrale Magasin Général	4 000 000	239 992
SS Auto	1 350 000	87 717
BHM Immobilière	3 950 000	101 709
Med Invest	10 000 000	904 693
Totaux	122 750 000	7 886 644

Note N° 28 : Les engagements hors bilan

1. La société a contracté en 2011 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 25 240 688 DT, la société a donné en nantissement une liste des matériels installés dans 20 points de vente pour l'équivalent de la valeur de l'emprunt. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 11/07/2013 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 17 606 DT.
2. La société a contracté en 2012 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans dont 2 années de grâce. Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1^{er} est de 8 000 000 DT débloqué le 17/05/2012 et le 2^{ème} est de 2 000 000 DT débloqué le 29/11/2012. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 375 149 DT, le remboursement en principal du crédit a commencé le 31/07/2014 pour le 1^{er} échéancier et le 31/01/2015 pour le 2^{ème} et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 149 532 DT.
3. La société a contracté en 2012 un crédit à moyen terme de 15 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 18 782 542 DT, la société a donné en nantissement une liste des matériels. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 30/09/2014 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 279 319 DT.
4. La société a contracté en 2013 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 457 151 DT. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 31/01/2015 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 253 628 DT.
5. La société a contracté en 2013 un crédit à moyen terme de 25 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Cet emprunt a été défalqué en 3 échéanciers : le 1^{er} est de 12 500 000 DT débloqué le 29/04/2013, le deuxième est de 6 000 000 DT débloqué le 28/06/2013 et le 3^{ème} est de 6 500 000 DT débloqué le 31/12/2013. Le remboursement en principal du crédit a commencé le 29/04/2014 pour le 1^{er} échéancier, le 28/06/2014 pour le 2^{ème} et le 31/12/2014 pour le 3^{ème} et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 965 934 DT.
6. La société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 9 600 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1^{er} est de 8 000 000 DT débloqué le 16/06/2014 et le 2^{ème} est de 1 600 000 DT débloqué le

23/09/2014. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 634 087 DT, la société a donné en nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/09/2016 pour les 2 échéanciers et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 860 383 DT.

7. La Société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 17 218 178 DT, la société a donné en nantissement une liste de matériel pour la valeur équivalente de l'emprunt. Le remboursement en principal de cet emprunt commencera le 25/04/2017 et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 1 549 532 DT.
8. La société a contracté en 2014 un crédit à moyen terme de 5 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 6 531 851 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2016 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 366 560 DT.
9. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 795 306 DT. La société a donné en nantissement du matériel et des équipements professionnels à hauteur de 10 000 000 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 05/08/2017 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 1 332 051 DT.
10. La société a contracté en 2015 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 871 475 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 31/03/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 1 596 416 DT.
11. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 20 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel. Le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 25 017 143 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 11/12/2017 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent 2 759 583 DT.
12. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, Cet emprunt a été défalqué en 2 échéanciers : le 1er est de 5 000 000 DT débloqué le 12/07/2016 et le 2ème est de 5 000 000 DT débloqué le 15/11/2016. Pour garantir le remboursement du montant en principal et intérêt, qui s'élèvent à 12 506 676 DT, la société a donné en

nantissement une liste de matériels. Le remboursement en principal du crédit commence le 05/07/2018 pour le 1er échéancier, le 05/11/2018 pour le 2ème et les intérêts globaux non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 1 782 150 DT.

13. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 7 600 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 600 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 9 588 460 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/05/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 1 548 842 DT.
14. La société a contracté en 2016 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 570 348 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/03/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 2 014 737 DT.
15. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 10 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 10 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 8 610 176 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 26/12/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 2 799 114 DT.
16. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 7 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 7 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 12 968 223 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/04/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 1 255 846 DT.
17. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 13 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 13 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 15 999 918 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 30/06/2018 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 2 517 560 DT.
18. La société a contracté en 2017 un crédit à moyen terme de 12 000 000 DT, la société a donné en nantissement du matériel d'équipement professionnel à la hauteur de 12 000 000 DT dont le remboursement s'étale sur 7 ans d'un montant en principal et intérêts, qui s'élèvent à 15 512 777 DT. Le remboursement en principal du crédit commencera le 10/12/2019 et les intérêts non encore échus au 31/12/2017 s'élèvent à 3 506 297 DT.

19. Les lettres de crédits émises et non échues en 2017 et dont les dossiers d'importations y afférents ont été comptabilisés en 2018 sont de l'ordre de 493 002 DT.
20. Les traites et les chèques escomptées en 2017 et dont les échéances sont en 2018 et 2019 s'élèvent à 4 553 510 DT.
21. La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB et ce pour une valeur en principal de 7 814 000 DT.
22. La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2011 par sa filiale « Société Immobilière Magasin Général » auprès de la BIAT. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31/12/2017 à 1 300 000 DT.

Note N° 29 : Les obligations et les engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

↳ Président Directeur Général* :

✓ Rémunération perçue auprès de la Société Magasin Général :

Le conseil d'administration du 28 Juin 2016 a renouvelé le mandat du Président Directeur Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 2 janvier 2009. Au titre de l'exercice 2017, le Président Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 313 700 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents.

✓ Rémunération perçue auprès de la Société Immobilière Magasin Général :

Le conseil d'administration du 28 Avril 2016 a renouvelé le mandat du Président Directeur Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 10 Décembre 2008. Au titre de l'exercice 2017, le Président Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 14 136 DT.

✓ Rémunération perçue auprès de la Société Centrale Magasin général :

Le conseil d'administration du 21 Avril 2016 a renouvelé le mandat du Président Directeur Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 10 Décembre 2008. Au titre de l'exercice 2017, le Président Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 13 872 DT.

↳ Directeur Général Adjoint* :

Le Directeur Général Adjoint, dont le mandat a été renouvelé par le conseil d'administration du 26 août 2015 et dont la rémunération a été fixée par le président directeur général suite à la décision du conseil d'administration du 15 juillet 2011, a perçu au cours de l'exercice 2017 un salaire brut de 355 587 DT et il a bénéficié en outre d'une voiture de fonction, de la prise en charge par la société des tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

***Changements du mode de gouvernance :**

L'AGE réunie le 15 Décembre 2017 a approuvé le changement du mode de gouvernance de la Société Magasin Général et ce en dissociant les fonctions du président du conseil d'administration et du Directeur Général, tel que proposé par le Conseil d'Administration du 13 Novembre 2017

Le Conseil d'Administration réuni le 19 Décembre 2017 a décidé :

-La nomination de Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général pour une durée de trois années et ce du 20 Décembre 2017 au 19 Décembre 2020.

-La nomination de Mr Karim ALOUI en qualité de directeur général adjoint pour une durée de trois années et ce du 20 Décembre 2017 au 19 Décembre 2020.

↳ **Les administrateurs :**

Les administrateurs perçoivent des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis annuellement à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

Les obligations et engagements de la Société Magasin Général envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2017, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

Montants bruts en Dinars	Président Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs		Comité Permanent d'audit	
	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice
Avantages à court terme	-	313 700	-	355 587	-	60 000	-	30 000

Note N° 30 : événements post clôture

Les présents états financiers ont été arrêtés et autorisés pour publication par le conseil d'administration du 26 Avril 2018 et ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

Société Magasin Général S.A.
Rapport Général des commissaires aux comptes
Etats financiers - Exercice clos le 31 décembre 2017

Messieurs les actionnaires de la « Société Magasin Général S.A »,

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 Juin 2016, nous avons effectué l'audit des Etats Financiers de la Société Magasin Général S.A (la «société»), qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2017, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces Etats Financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 84 282 189 DT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 22 126 692 DT.

À notre avis, les Etats Financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des Etats Financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des Etats Financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

3.1 Prise en compte des revenus

Question clé de l'audit :

Les revenus de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élèvent à 859 188 604 DT, représentant 96% du total des produits d'exploitation de la société.

Nous avons considéré que la prise en compte de revenu est une question clé d'audit en raison du volume important des transactions de vente et leur importance significative dans les comptes de la société.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre du processus de prise en compte des revenus ;
- Vérifier la concordance entre les bases commerciales et les revenus comptabilisés par la société ;
- Réaliser un examen analytique détaillé des revenus afin de corroborer les données comptables notamment avec les informations de gestion, les données historiques, l'évolution tarifaire, les tendances du secteur et les réglementations y afférentes
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies sur les revenus présentées dans les notes aux états financiers

3.2 Estimation des provisions pour risques et charges

Question clé de l'audit :

Comme indiqué au niveau de la note 3.8 aux états financiers, compte tenu de l'exposition de la société à des risques divers, en partie spécifiques au secteur de la grande distribution, et du degré de jugement élevé y associé, nous avons considéré que l'estimation des provisions pour risques constitue un point clé de notre audit.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Mener des entretiens avec la direction pour prendre connaissance des procédures mises en place par la société pour recenser l'ensemble des risques ;
- Procéder à des revues critiques des jugements formulés par la direction dans le cadre de l'évaluation des risques et apprécier le caractère raisonnable des estimations et hypothèses retenues dans le calcul des provisions pour risques ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3.3 Evaluation des titres de participation BHM

Question clé de l'audit :

Les titres BHM s'élèvent à 82 981 146 DT au 31 décembre 2017. Ces titres sont évalués à leur coût historique.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres BHM est une question clé d'audit en raison de leur importance significative dans les comptes de la société et du jugement nécessaire à l'appréciation de la valeur d'usage.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Apprécier les procédures de contrôle mises en place par la société dans le cadre du processus d'évaluation des titres BHM ;
- Challenger les méthodes d'évaluation adoptées par la société et apprécier le caractère approprié des hypothèses et des modalités retenues pour l'évaluation des titres BHM au regard des critères prévus par les normes comptables concernées ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3.4 Comptabilisation des flux liés aux fournisseurs

Question clé de l'audit :

Les fournisseurs et comptes rattachés s'élèvent à 192 911 345 DT au 31 décembre 2017.

Nous avons considéré que la comptabilisation des flux liés aux fournisseurs est une question clé d'audit en raison de l'importance significative de cette rubrique dans les comptes de la société.

Réponses apportées

Dans le cadre de notre approche d'audit, nos diligences ont consisté notamment à :

- Apprécier les procédures de contrôle interne mises en place par la société dans le cadre des processus d'achats, d'investissements et de règlements fournisseurs ;
- Vérifier la conformité de l'application des dispositions contractuelles entre la société et ses fournisseurs;
- Vérifier la concordance entre les bases des achats et la comptabilisation des flux liés aux fournisseurs par la société ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

Rapport du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

4. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

5. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

Nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des Etats Financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les Etats Financiers.

Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction de la société.

2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires à mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes des valeurs mobilières de la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 30 Avril 2018

Les Co-commissaires aux comptes

**AMC ERNST & YOUNG
Fehmi Laourine**

**Horwath ACF
Slaheddine Zahaf**

SOCIETE MAGASIN GÉNÉRAL S.A.
Rapport Spécial des commissaires aux comptes
Exercice clos le 31 Décembre 2017

Messieurs les actionnaires de la Société Magasin Général S.A,

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice 2017.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants)

A. Emprunts autorisés par le Conseil d'Administration

Les Conseils d'Administration réunis au cours des exercices antérieurs à 2017 ont autorisé la Société Magasin Général l'obtention des emprunts à moyen terme.

Dans le cadre de ces autorisations, la Société Magasin Général a obtenu au cours de ces exercices les emprunts suivants :

Conseil d'administration	Banque	Montant de l'emprunt en DT	Solde restant dû au 31/12/2017 en DT
17-mars-11	UBCI	20 000 000	2 000 000
17-mai-12	BNA	10 000 000	3 200 000
	BIAT	15 000 000	5 000 000
12-déc-12	Amen Bank	10 000 000	4 286 000
	Attijari Bank	25 000 000	10 520 000
20 décembre 2013	Amen Bank	5 000 000	3 095 000
	BT	9 600 000	6 720 000
	UIB	13 000 000	11 050 000
17-déc-14	UIB	10 000 000	10 000 000
	Attijari Bank	10 000 000	9 048 000
22-déc-15	UIB	10 000 000	10 000 000
	Attijari Bank	10 000 000	10 000 000
	BIAT	20 000 000	18 182 000
21-déc-16	UIB	7 600 000	7 600 000
	UBCI	10 000 000	10 000 000

B. Conventions et opérations autorisées par le Conseil d'Administration du 12 Aout 2014

Le conseil d'Administration du 12 Aout 2014 a autorisé les opérations suivantes :

La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « BHM » auprès de l'ATB. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2017 à 2 564 392 DT.

La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2014 par sa filiale « Société Immobilière Hafedh » auprès de la BT. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31 décembre 2017 à 5 000 000 DT.

C. Conventions et opérations autorisées par le Conseil d'Administration du 28 Avril 2011

La Société Magasin Général s'est portée caution solidaire du paiement ou du remboursement de l'emprunt contracté en 2011 par sa filiale « Société Immobilière Magasin Général » auprès de la BIAT. La valeur restante en principal de l'emprunt s'élève au 31/12/2017 à 1 300 000 DT.

D. Conventions et opérations autorisées par le Conseil d'Administration du 21 décembre 2016

Le conseil d'Administration du 21 décembre 2016 a autorisé la conclusion d'emprunts à moyen terme pour un montant global de quinze millions, huit cent mille dinars. Dans le cadre de cette autorisation, la Société Magasin Général a obtenu au cours de l'exercice 2016, trois emprunts auprès de l'UIB et l'UBCI pour des montants respectifs de sept Millions six cent mille dinars et dix millions de dinars.

II. Conventions nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Votre Conseil d'Administration nous a tenus informés des conventions et opérations suivantes conclues au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

A. Conventions et opérations autorisées par le Conseil d'Administration du 26 avril 2018

1. Opérations réalisées avec la CMG (Filiale de SMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 169 876 DT au titre des frais annuels d'Assistance Technique effectués au profit de la Société Centrale Magasin Général.
- La Société Centrale Magasin Général a facturé au cours de l'exercice 2017 à la Société Magasin Général des frais de logistiques d'un montant hors taxes de 6 995 625 DT.
- Les ventes en HT de la Société Centrale Magasin Général à la Société Magasin Général au cours de l'exercice 2017 s'élèvent à 6 391 977 DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 1 215 DT relatif à la quote-part de la Société Central Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 des produits financiers pour un montant de 280 000 DT relatifs aux intérêts sur compte courant avec la société Central Magasin Général.

2. Opérations réalisées avec l'Immobilière Magasin Général (Filiale de SMG)

- Au cours de l'exercice 2017, la Société Immobilière Magasin Général a réalisé au profit de la Société Magasin Général des prestations de pilotage, études et suivi des travaux de rénovation des magasins pour un montant hors taxes de 1 315 536 DT.
- La Société Immobilière Magasin Général a facturé la contrepartie pécuniaire de la propriété commerciale à se procurer relative à des surfaces commerciales pour une valeur hors taxes de 3 433 250 DT constatée à juste titre en tant qu'immobilisations incorporelles.
- La société Immobilière Magasin Général a loué à la Société Magasin Général des locaux commerciaux pour une valeur annuelle hors taxes de 969 415 DT.
- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 58 344 DT relatif à la quote-part de la Société Immobilière Magasin Général dans les charges communes locatives.
- La société Immobilière Magasin Général a facturé à la Société Magasin Général des cautions de loyer des locaux commerciaux pour une valeur de 1 488 931 DT.

3. Opérations réalisées avec BHM (Filiale de SMG)

- La quote-part de la société BHM dans les charges communes de l'exercice 2017 s'élève à 360 822 DT hors taxes.
- Au cours de l'exercice 2017, la Société BHM a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 2 485 925 DT avec la Société Magasin Général au titre des ventes de marchandises.
- La société BHM a cédé un lot de matériel d'exploitation à la Société Magasin Général ayant une valeur hors taxes de 4 669 565 DT (opération autorisée par le conseil d'administration du 10 Aout 2017).

4. Opérations réalisées avec BHM Distribution (Filiale de BHM)

- Le conseil d'administration du 27 Février 2014 a approuvé la séparation physique de l'activité gros et de l'activité détail au sein des points de vente Promogro et la conclusion d'un contrat de location gérance libre du fonds de commerce entre BHM Distribution et la Société Magasin Général. Ce contrat a pris effet au cours du mois d'avril 2014.
- Le conseil d'administration du 10 Août 2017 a autorisé la révision du dit contrat et ce suite à la cession du matériel des sociétés BHM et BHM Distribution au profit de la Société Magasin Général pour une valeur hors taxes de 135 123 DT.
- La valeur annuelle (après cession) facturée à titre de la location gérance de l'exercice 2017 s'élève à 3 774 819 DT hors taxes.

5. Opérations réalisées avec l'Immobilière HAFEDH (Filiale de IMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours l'exercice 2017 un produit hors taxes de 6 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière HAFEDH dans les charges communes locatives.
- Les intérêts sur compte courant facturés par La Société Magasin Général à La Société Immobilière HAFEDH au cours de l'exercice 2017 se sont élevés à 1 405 546 DT et ce au

titre de la rémunération du compte courant s'élevant au 31 décembre 2017 à 23 016 139 DT.

- La société Immobilière HAFEDH a loué à la Société Magasin Général un local commercial pour un loyer annuel hors taxes de 263 147 DT.
- Au cours de l'exercice 2017, la Société Immobilière Hafedh a réalisé au profit de la Société Magasin Général des prestations de pilotage, études et suivi de travaux de rénovation des magasins pour un montant hors taxes de 136 386 DT.

6. Opérations réalisées avec l'Immobilière ZAINEB (Filiale de IMG)

- La Société Magasin Général a constaté au cours de l'exercice 2017 un produit hors taxes de 16 000 DT relatif à la quote-part de la société Immobilière ZAINEB dans les charges communes locatives.

7. Opérations réalisées avec BHM Immobilière (Filiale de BHM)

- La société Immobilière BHM a loué à la Société Magasin Général un local commercial pour un loyer annuel hors taxes de 222 000 DT.

8. Opérations de financement par des billets de trésorerie

Au cours de l'exercice 2017, la Société Magasin Général a réalisé des opérations de financement en billets de trésorerie au profit des parties liées.

Le solde des billets de trésorerie émis par la Société Magasin Général et non échus au 31 décembre 2017 ainsi que les produits financiers réalisés au cours de l'exercice 2017 se présente comme suit :

Désignation	Billets de trésorerie non échus au 31/12/2017	Produits financiers constatés en 2017
Immobilière Magasin Général	52 850 000	3 327 931
Immobilière Hafedh	46 600 000	2 925 838
BHM	4 000 000	298 764
Société Centrale Magasin Général	4 000 000	239 992
SS Auto	1 350 000	87 717
BHM Immobilière	3 950 000	101 709
Med Invest	10 000 000	904 693
Totaux	122 750 000	7 886 644

9. Autorisation d'emprunts

Les Conseils d'Administration du 06 avril 2017 et du 19 décembre 2017 ont autorisé la conclusion d'emprunts à moyen terme pour un montant global de quarante-deux millions de dinars. Dans le cadre de cette autorisation, la Société Magasin Général a obtenu au cours de l'exercice 2017, quatre emprunts auprès de l'UIB, BNA et ATTIJARI pour des montants respectifs de dix millions de dinars, treize millions de dinars, sept millions de dinars et douze millions de dinars.

III. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

▪ Président directeur général*

- Rémunération perçue auprès de la Société Magasin Général :

Le conseil d'administration du 28 Juin 2016 a renouvelé le mandat du Président Directeur Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 2 janvier 2009. Au titre de l'exercice 2017, le Président Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 313 700 DT et il a bénéficié, en outre, d'une voiture de fonction et de la prise en charge par la société de tous les frais et dépenses y afférents.

- Rémunération perçue auprès de la Société Immobilière Magasin Général :

Le conseil d'administration du 28 Avril 2016 a renouvelé le mandat du Président Directeur Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 10 Décembre 2008. Au titre de l'exercice 2017, le Président Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 14 136 DT.

- Rémunération perçue auprès de la Société Centrale Magasin Général :

Le conseil d'administration du 21 Avril 2016 a renouvelé le mandat du Président Directeur Général. Sa rémunération a été fixée par le Conseil d'Administration du 10 Décembre 2008. Au titre de l'exercice 2017, le Président Directeur Général a perçu un salaire brut annuel de 13 872 DT.

▪ Directeur Général Adjoint* :

Le Directeur Général Adjoint, dont le mandat a été renouvelé par le conseil d'administration du 26 août 2015 et dont la rémunération a été fixée par le président directeur général suite à la décision du conseil d'administration du 15 juillet 2011, a perçu au cours de l'exercice 2017 un salaire brut de 355 587 DT et il a bénéficié en outre d'une voiture de fonction, de la prise en charge par la société des tous les frais et dépenses y afférents et d'une allocation téléphonique.

* Changements du mode de gouvernance :

L'AGE réunie le 15 Décembre 2017 a approuvé le changement du mode de gouvernance de la Société Magasin Général et ce en dissociant les fonctions du président du Conseil d'Administration et du Directeur Général, tel que proposé par le Conseil d'Administration du 13 Novembre 2017.

Le conseil d'administration réuni le 19 Décembre 2017 a décidé :

- La nomination de Mr Hedi BACCOUR en qualité de directeur général pour une durée de trois années et ce du 20 Décembre 2017 au 19 Décembre 2020.
- La nomination de Mr Karim ALOUI en qualité de directeur général adjoint pour une durée de trois années et ce du 20 Décembre 2017 au 19 Décembre 2020.

▪ **Les administrateurs**

Les administrateurs perçoivent des jetons de présence déterminés par le conseil d'administration et soumis annuellement à l'approbation de l'assemblée générale annuelle.

Les obligations et engagements de la Société Magasin Général envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31/12/2017, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

Montants bruts en Dinars	Président Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs		Comité Permanent d'audit	
	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice
Avantages à court terme	-	313 700	-	355 587	-	60 000	-	30 000

Tunis, le 30 Avril 2018

Les Co-commissaires aux comptes

AMC ERNST & YOUNG
Fehmi Laourine

Horwath ACF
Slaheddine Zahaf